

# « La campagne comme une occasion de changer d'époque »

**André Fazi.** - Interlocuteur désigné dès que l'île entre dans un temps fort politique, le chercheur de l'Université de Corse essaie d'entrevoir ce que peut donner la campagne des territoriales inédite qui s'ouvre. Pourquoi pas l'avènement d'une nouvelle communication avec l'électorat ?

**Les élections territoriales vont finalement se dérouler malgré toutes les interrogations que le contexte sanitaire faisait peser sur le scrutin. Son maintien a-t-il été, selon vous, la bonne décision ?**

Ce qui est sûr, à mon sens, c'est qu'on a les moyens de l'organiser. Maintenant, on peut aussi assister à une résurgence de l'épidémie qui conduirait à un nouveau report. Rien n'est inévitable aujourd'hui et il est normal que l'on veuille au maximum protéger des vies. Il n'en demeure pas moins que, au cours de cette dernière année, on a voté aux quatre coins de la planète. En Équateur et au Pérou il y a quelques jours, en février en Catalogne où on a même réservé une heure de la journée de vote aux malades du Covid. Pendant que ces derniers avaient la possibilité de faire leur devoir civique, les assesseurs portaient une combinaison intégrale.

**Ce qui veut dire qu'on peut organiser une élection, malgré le contexte, si on veut s'en donner les moyens...**  
Bien sûr, on pourrait également développer d'autres dispositifs de vote à distance, même si ces derniers ont eu une résonance très polémique aux États-Unis, une résonance historiquement très négative en Corse, aussi. Malgré tout, aujourd'hui, avec les nouveaux moyens de contrôle, on peut miser sur cette option. Si on s'était donné la peine de créer une autorité administrative indépendante, on aurait pu mettre en place ces dispositifs sans grand risque.

**Vous pensez au vote par correspondance ?**

Ou au vote électronique, même s'il s'agit du plus polémique. Même les Suisses ne s'y sont pas mis par crainte du piratage, mais je ne pense pas que nous ayons, en Corse, des pirates capables de perturber une élection territoriale. Ceci dit, le fait que chaque électeur puisse venir physiquement et dans des conditions garantissant le secret du vote, exercer son devoir, me paraît toujours le meilleur dispositif. Mais ce droit déjà élargi au vote par procuration peut encore être élargi, eu égard à la situation sanitaire.

**Il y a un peu plus d'un an, au 1<sup>er</sup> tour des municipales, la peur du virus avait pesé sur les opérations de vote. Un an après,**

**« La participation dépend de l'intensité de la compétition électorale. Cette année, elle devrait être plus intense qu'il y a quatre ans »**

**les gens ont quand même appris à vivre avec la pandémie, auront-ils pour autant moins peur d'aller voter ?**

Vous savez, même aux municipales, la participation a été énorme sur de nombreuses communes, notamment celles qui comptent un millier d'habitants, où la bataille électorale existait vraiment. Ce fut le cas, par exemple, à Luri. L'enjeu électoral pousse les gens à y aller, même si le vote par procuration a été aussi largement utilisé. En clair, l'enjeu électoral a souvent exercé une influence supérieure à la crainte du virus.

**Reste la campagne qui, en Corse, s'exerce traditionnellement dans la proximité et sur le terrain. On sait par avance, cette fois, que c'est une campagne presque virtuelle qui va s'imposer. L'instant démocratique peut-il en souffrir ?**  
Il est vrai qu'à l'échelle de l'or-

ganisation des meetings, on ne pourra pas faire comme d'habitude. Néanmoins, je pense qu'au mois de juin, on peut tabler sur une situation sanitaire peut-être plus favorable qu'aujourd'hui. Il faut rappeler par ailleurs, qu'avant le second tour des municipales, en septembre dernier, on a pu assister à une campagne sur le terrain digne de ce nom, avec les précautions de rigueur. Ceci dit, cette nouvelle donne va donner plus d'importance aux militants qui, encore plus qu'à l'accoutumée, devront se mobiliser individuellement, aller chercher des procurations.

**On annonce une vaste irruption de l'outil numérique dans la campagne. Candidats et électeurs sont-ils prêts à ça ?**

Cela dépendra des classes d'âge, mais on doit aussi rappeler que depuis 2010, on assiste à une très nette baisse de la participation aux territoriales. Une tendance qui s'était vraiment vérifiée lors du dernier scrutin de 2017 où l'on était en présence d'une sorte d'hégémonie nationaliste. On peut penser que ça ne sera pas le cas cette année. La participation dépend avant tout de l'intensité de la compétition électorale. Elle devrait être plus intense qu'elle ne l'était il y a quatre ans.

**Qu'est-ce qui vous le fait croire ?**

D'abord la présence d'un challenger supposément plus performant, en la personne du maire d'Ajaccio.

**« Pour de nombreux électeurs, le lien interpersonnel demeure décisif »**

**Laurent Marcangeli a d'ailleurs été le premier à prôner l'adoption d'une nouvelle façon de faire campagne...**

Lorsqu'on est le challenger, on cherche le maximum de moyens de démontrer ses qualités propres à l'électorat. Il y a quelque chose de logique dans sa démarche. *A fortiori* s'il



**André Fazi va sûrement trouver matière à nourrir sa recherche en sciences politiques avec la campagne électorale exceptionnelle qui s'ouvre.** N. K.

ne peut se déplacer comme il le voudrait pendant cette campagne. Il y a pour lui un intérêt à ouvrir de nouvelles fenêtres grâce auxquelles il espère démontrer qu'il incarne une candidature supérieure à celle des sortants.

**Au-delà de la maîtrise de l'espace numérique, son incontournable utilisation pendant la campagne peut-elle en même temps démontrer, ou pas, une conscience politique de l'électorat ? Car il sera obligé de surfer davantage pour s'informer...**

Je ne suis pas certain que la différence sera énorme. N'oublions pas que la moitié de la population corse réside sur les agglomérations bastiaise et

ajaccienne. C'est une population moins connue des politiques. Il n'y a pas la même proximité, le même lien entre ces électeurs et les candidats que dans les petites communes. J'ai tout de même l'impression qu'il y a énormément de gens qui se déterminent en fonction de ce qu'ils lisent dans le journal et ce qu'ils voient à la télévision. Pour d'autres personnes, les liens interpersonnels restent décisifs. C'est plutôt la difficulté à les entretenir qui pose problème, mais parmi les gens pour lesquels ce lien interpersonnel demeure l'élément clé, les changements ne seront pas si importants que ça. Le contexte donne peut-être aussi l'occasion aux forces politiques corses de changer d'époque et de passer plus clairement à une communi-

cation de masse.

**Peut-on raisonnablement y croire ?**

Ce sont des choix qui, historiquement, ont été décisifs, à des échelles certes beaucoup plus grandes. Je ne sais si la comparaison est pertinente, mais c'est ce qui s'est notamment passé en Angleterre et aux États-Unis. Dès l'instant où l'on constate que la population que l'on veut toucher augmente, s'accroît, s'adresse individuellement à tout le monde devient impossible. La logique, alors, c'est de développer une communication de masse. Pour ce faire, il faut savoir s'entourer de vraies compétences, car pour ce genre de mission, on a besoin de véritables professionnels.

**NOËL KRUSLIN**

## « L'image des têtes de liste reste déterminante »

**Le contexte sanitaire, qui va forcément impacter le contenu politique de la campagne, ne va-t-il pas en même temps fausser la donne ?**

C'est possible, ne serait-ce que sur la question de la dette publique qui est désormais colossale à l'échelle de l'État, et qui va forcément augmenter dans les collectivités. En théorie, ce sera plus difficile à critiquer parce que tout le monde fonctionne de la même façon. Il sera également plus difficile de faire des promesses, mais l'image personnelle des têtes de liste conserve, en Corse, un impact déterminant sur les choix électoraux.

**Parlons justement des forces en présence. Les nationalistes et leurs leaders, Laurent Marcangeli qui semble rassembler la droite. Sans doute Jean-Charles Orsucci, mais qui d'autre ?**

Depuis 2017, le grand changement, c'est l'effondrement de la gauche non communiste. Elle n'avait pas de candidat en 2017

et il n'est pas certain qu'elle en ait cette année. Pour parler de Jean-Charles Orsucci, il est toujours empreint des valeurs de gauche, mais il soutient une majorité nationale composite et à forte tendance libérale. Au second tour, il aura davantage tendance à se tourner vers le maire d'Ajaccio que vers les nationalistes. C'est ce qui me paraît assez évident, mais le maire de Bonifacio est aussi quelqu'un d'ouvert, jusqu'à compter des nationalistes parmi ses plus proches adjoints. Dès lors, il pourrait opter pour une certaine neutralité si la perspective ne lui paraissait pas suffisamment claire. Il peut être aussi le faiseur de roi. Ceci dit, le facteur déterminant peut être aussi l'offre politique de l'actuelle majorité, et sa capacité à défendre son bilan.

**Justement, comment voyez-vous partir les nationalistes ?**  
Je ne sais pas. Je crois seulement savoir que les discussions entre les composantes de la majorité

ont du mal à déboucher sur une perspective concrète. Unis ou divisés, il faudra bien choisir. *A fortiori* face au challenger redoutable que représente Laurent Marcangeli. Mais les dissensions existent et, forcément, les cartes doivent être rebattues à un moment donné. En politique, chacun défend aussi ses propres intérêts, c'est même l'une des grandes règles.

**« Les nationalistes ne pourront focaliser sur leurs thèmes de prédilection »**

**La majorité sortante avait promis, entre autres, « une autre façon de faire de la politique ». L'exercice du pouvoir l'a-t-elle en quelque sorte normalisée ?**  
C'est toujours une force politique qui se fonde sur une redéfinition profonde des relations entre la Corse et la République française. La normalisation existe avant tout par leur succès électoral.

Quand on obtient 56 % sur un scrutin territorial, oui, c'est un signe de normalisation. N'oublions pas que dans les années quatre-vingt, les nationalistes étaient des parias. Aujourd'hui, ils présentent toujours une offre politique à part. La grande question, c'est comment défendre cette offre de manière plus efficace. En 2017, ils ont commis l'erreur de penser trop vite que les négociations avec l'État seraient simples. Elles ne pouvaient pas être simples dans la mesure où leur projet politique implique des exceptions aux principes fondateurs de la République française.

**Est-ce que cela veut dire pour autant que les choses étaient plus simples sous les autres majorités ?**

Je trouve assez regrettable un certain discours tendant à dire que l'on obtenait plus de choses avant. On obtenait plus de choses parce qu'elles étaient plus faciles à obtenir. Il était, par

exemple, plus facile d'obtenir une université lorsque la loi elle-même postulait que chaque région devait avoir son université. Il était également plus facile d'obtenir un statut particulier en 1982, lequel ne touchait pas aux grands principes établis par la Constitution française. Le projet nationaliste, c'est créer de l'exception à ces principes pour la Corse.

**Justement, au-delà de la campagne qui va opposer la majorité à ses challengers à l'échelle territoriale, en arrière-plan, ce sera les nationalistes contre Macron ?**

Peut-être, *a fortiori* si la majorité fait le choix de critiquer frontalement la stratégie sanitaire du président Macron qui, sur le continent, est déjà très critiquée.

**Mais en Corse, les adversaires de la majorité insistent beaucoup sur le caractère contre-productif des rapports compliqués avec l'État.**

**N.K.**